L'enseignement dans la politique. Idéologie néolibérale et écrans de la technicité économique

Luca Marsi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/transalpina/647>

DOI : 10.4000/transalpina.647

ISSN : 2534-5184

Éditeur

Presses universitaires de Caen

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2020

Pagination : 55-64

ISBN : 978-2-84133-989-1

ISSN : 1278-334X

Référence électronique

Luca Marsi, « L'enseignement dans la politique. Idéologie néolibérale et écrans de la technicité économique », *Transalpina* [En ligne], 23 | 2020, mis en ligne le 01 novembre 2021, consulté le 22 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/transalpina/647> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/transalpina.647>

L'ENSEIGNEMENT DANS LA POLITIQUE. IDÉOLOGIE NÉOLIBÉRALE ET ÉCRANS DE LA TECHNICITÉ ÉCONOMIQUE

Résumé : La filière universitaire des Langues Étrangères Appliquées (LEA) se distingue par sa nature professionnalisante, les étudiants étant censés s'insérer ensuite dans des secteurs divers du monde du travail : milieu de l'entreprise et des affaires, communication, tourisme. D'où un nombre important d'enseignements correspondant à cette vocation, dispensés aussi bien en langue étrangère qu'en français : langue des affaires ou de la communication, marketing, gestion, micro et macro-économie, droit. L'importance croissante accordée à ces matières mérite réflexion, non seulement parce qu'elles sont souvent enseignées au détriment des enseignements traditionnels de la langue et de la civilisation, mais aussi – voire surtout – pour les effets qu'elles produisent sur le plan politico-idéologique. Cet article entend précisément fournir quelques éléments pour une analyse critique du rôle de ces matières dans le parcours éducatif de nos étudiants et, plus en général, dans le contexte politique et économique propre à notre modèle social.

Riassunto : *In Francia, il corso di laurea in Lingue Straniere Applicate si connota per il proprio carattere professionalizzante, essendo suo scopo indirizzare gli studenti verso diversi settori del mondo del lavoro : impresa e affari, comunicazione, turismo. Di qui, i numerosi insegnamenti tecnici che propone tanto in francese quanto in lingua straniera : lingua aziendale e della comunicazione, marketing, economia aziendale, micro e macroeconomia, diritto. L'importanza concessa a tali materie merita riflessione, non solo perché esse occupano un posto crescente a scapito degli insegnamenti tradizionali di lingua e civiltà, ma anche e forse soprattutto a causa dei loro effetti sul piano politico-ideologico. Questo articolo si propone appunto di fornire una pista per analizzare criticamente il ruolo di queste discipline nel percorso educativo degli studenti e, più in generale, nel contesto politico ed economico del nostro modello sociale.*

La filière universitaire des Langues Étrangères Appliquées (LEA) se distingue par sa nature professionnalisante, les étudiants étant censés s'insérer ensuite dans des secteurs divers du monde du travail : milieu de l'entreprise et des affaires, communication, tourisme. D'où un nombre important d'enseignements ayant cette vocation, dispensés aussi bien en langue étrangère qu'en français : langue des affaires ou de la communication, marketing, gestion, micro et macro-économie, droit.

L'importance croissante accordée à ces matières mérite réflexion, non seulement parce qu'elles sont souvent enseignées au détriment des enseignements traditionnels de la langue et de la civilisation, mais aussi – voire surtout – pour les effets qu'elles produisent sur le plan politico-idéologique. Cet article entend précisément fournir quelques éléments pour une analyse critique du rôle de ces matières dans le parcours éducatif de nos étudiants et, plus en général, dans le contexte politique et économique propre à notre modèle social.

Cadre économique et politique

Les plans d'études LEA (les maquettes, dans notre jargon) regorgent d'enseignements techniques dont les étudiants – et plus souvent leurs parents, qui les accompagnent à la découverte des campus universitaires lors des « journées portes ouvertes » – se montrent très friands : langue des affaires, langue en situation professionnelle, négociation, gestion, marketing, communication, logistique, comptabilité. Aussi, « offre de formation » et « demande du public » coïncident-elles dans une logique marchande inattaquable. Pour expliquer l'origine d'un tel engouement pour ces parcours de formation, il est à mon sens indispensable d'analyser le cadre politico-idéologique dans lequel s'inscrit l'Université, qui, en tant qu'institution clé de la société, doit participer de la logique économique dominante et s'en imprégner elle-même. Une étude du capitalisme néolibéral, qui fonde notre système social en France et en Europe, sort à l'évidence du cadre de cet article mais un bref rappel de ses traits fondamentaux me semble nécessaire pour mieux cerner le rôle de ces disciplines ainsi que la transformation progressive de la mission attribuée à l'Université.

Malgré la difficulté d'identifier le néolibéralisme sous une étiquette généraliste (son acception étant variable en fonction du contexte spatio-temporel auquel on se réfère), on peut retenir le schéma analytique proposé par Pierre Dardot, philosophe, et Christian Laval, professeur de sociologie à l'Université Paris Nanterre, dans leur étude de la société néolibérale¹. Pour contrer la chute tendancielle des taux de profit, les sociétés capitalistes ont été soumises à de profonds changements au cours des quarante dernières années, produits notamment par de nouvelles politiques de privatisation, de flexibilisation du marché du travail, de libéralisation du commerce et des mouvements des capitaux. Il serait toutefois réducteur d'identifier le néo-

---

1. P. Dardot, C. Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009. Les publications en la matière sont très nombreuses. Pour une approche moins théorique, lire *Imaginaires du néolibéralisme*, F. Cusset, T. Labica, V. Rauline (dir.), Paris, La Dispute, 2016.

libéralisme – comme on le fait pourtant communément – avec cet ensemble de mesures. Comme l'expliquent clairement Dardot et Laval, il s'agit d'une opération de transformation plus profonde visant à créer de nouveaux critères d'autodiscipline et donc de contrôle social. Le sujet néolibéral est un individu qui tend à concevoir la vie, dans toutes ses sphères, comme s'il s'agissait d'une entreprise. Un homme-entreprise, un individu déterminé à investir sur lui-même pour améliorer constamment ses performances dans tous les domaines : au travail, dans ses relations, dans ses activités sportives et récréatives, dans le choix de ses produits. Il ne s'agit plus de l'*homo œconomicus*, mu uniquement par la froide rationalité du calcul, mais d'un *homo agens*, d'un *homo strategicus* prêt à prendre des risques.

Le discours conventionnel des médias, des politiques, mais aussi de l'école et de l'Université, reproduit à l'envi l'idée d'une nouvelle liberté de créer, d'entreprendre et de rectifier nos trajectoires de vie grâce aux opportunités que la société marchande nous offre. À nous de les saisir, en bons entrepreneurs de nous-mêmes, quitte à tomber dans le giron des travailleurs précaires, des nouveaux pauvres, des consommateurs ratés et défaillants. La chute et le déclassement social, comme le dit si bien le sociologue Zygmunt Bauman, sont alors la sanction méritée de notre indolence, de notre incapacité à gérer efficacement notre vie. Voilà comment l'exclusion est habilement transformée en autopunition, l'homicide social en suicide individuel².

Appréhendé dans cette optique, le néolibéralisme va donc au-delà d'un système de politiques économiques et d'un édifice idéologique. Il s'agit d'une construction visant à métamorphoser la rationalité individuelle et collective, en créant de nouveaux fondements et de nouvelles bases propices au développement du processus d'accumulation des richesses sous la forme du capital³.

Soft skills, compétences nouvelles

Dans ce cadre, les incitations au travail sur soi et de soi pour entretenir son aptitude à la performance – maître mot de l'ère nouvelle – sont nombreuses

2. Z. Bauman, *Homo consumens. Lo sciame inquieto dei consumatori e la miseria degli esclusi*, Trento, Erickson, 2007.

3. Les mécanismes auto-disciplinaires dont il est question ne sont évidemment pas suffisants à plier l'individu à la violence socio-économique qui lui est faite par les politiques néolibérales. Des mesures coercitives viennent flanquer ces mécanismes sur le lieu de travail, comme le montre la violence des techniques du néo-management dans de nombreuses entreprises, et au niveau juridique et gouvernemental, comme l'illustrent la « loi travail » et la réforme des retraites instituant de fait une précarité économique qui plonge l'individu dans l'incertitude et dans l'obligation de perfectionner constamment son employabilité pour y faire face.

et insistantes. On pourrait parler plus exactement d'injonctions, que l'école et l'Université, prises elles-mêmes dans le tourbillon de la mise en concurrence, ne se dispensent pas de relayer, bien au contraire. Nos étudiants sont la cible de nombreuses initiatives les encourageant à l'entrepreneuriat, entendu comme une culture à intérioriser au cours de leurs études. Voilà alors l'appel au développement des *soft skills*, des « compétences transversales personnelles et relationnelles » (comme les définit le service de l'enseignement à distance de l'Université Paris Nanterre) qu'étudiants et enseignants se doivent désormais de posséder : apprendre à parler en public, à présenter un projet dans une réunion, à se placer sur la même longueur d'onde que son interlocuteur pour tirer le meilleur parti de son interaction avec lui.

L'évaluation et, avant elle, l'auto-évaluation sont alors les compléments incontournables de ce travail incessant de dépassement de soi que le sujet est censé faire, avec la perspective d'une sanction qui viendrait le pénaliser en cas de verdict négatif : non-admission pour l'étudiant en Master (les candidats étant parfois sélectionnés après un entretien où ils sont évalués par rapport à leur capacité à « vendre » leurs projets professionnels), refus d'une promotion pour l'enseignant-chercheur (après examen de son dossier par ses pairs), non-reconduction d'un CDD pour le travailleur (après évaluation de ses résultats : chiffre d'affaires réalisé, nombre de colis délivrés ou entreposés, nombre d'appels dans une prospection téléphonique, etc.).

Recherche à outrance de la performance, (auto)évaluation, système de primes / sanctions sont les trois pièces maîtresses du dispositif visant à influencer les conduites individuelles, de manière à les rendre compatibles avec les mécanismes économiques dominants. Dans ce cadre, les cours « techniques » de gestion, de marketing, de langue des affaires, de langue en situation professionnelle, de négociation, où l'on simule des relations commerciales par des jeux de rôles, prennent toute leur place dans les parcours universitaires considérés comme professionnalisants. C'est dans ces cours que l'étudiant apprend à développer ses *soft skills*. Peu importe si les fondamentaux n'y sont plus. La conjugaison d'un verbe et l'aptitude à distinguer un complément d'objet direct d'un complément indirect, ou bien une proposition subordonnée d'une proposition coordonnée, ne sont plus prioritaires face à la nécessité d'apprendre à négocier efficacement. L'argument selon lequel le savoir et les connaissances fondamentales sont précisément la fondation sur laquelle on pourrait développer ensuite des *soft skills* – ou plus simplement selon lequel ces dernières découlent, sans s'en distinguer, de l'assimilation solide de ces bases – n'est plus recevable, il est obsolète, rétrograde. Aussi l'intitulé même des cours doit-il changer, la Pratique écrite et orale de la langue, par exemple, cédant désormais sa

place aux Stratégies discursives, étiquette sans doute plus glamour lorsqu'il s'agit de donner de la « visibilité » à une Licence ou à un Master, dans la compétition à laquelle se livrent aujourd'hui les universités pour attirer de nouveaux étudiants.

Effets idéologiques

Mais au-delà des limites et des contradictions de ces cours, c'est à leur portée idéologique qu'il convient de réfléchir. Leur spécificité, comme celle de toute la littérature spécialisée dans ces domaines, c'est leur technicité, qui permettrait précisément au disciple – étudiant universitaire ou autodidacte équipé d'un manuel de *self-help* – de maîtriser les méthodes assurant son employabilité et son attractivité sur le marché du travail. Une technicité accessible au plus grand nombre, directement et sans détour. Car dans ces cours et dans ces manuels, il n'y a pas de place pour une analyse du pourquoi des choses ; seul compte le comment :

L'éviction de la complexité et le refus des contradictions caractérisent bien la « littérature managériale » de ces dernières années. En privilégiant l'action, elle s'est centrée sur la question du *comment ?* au détriment du *pourquoi ?*, et a ainsi éludé la réflexion critique nécessaire au progrès de la pensée et de l'action [...]. Refuser la question du *pourquoi ?*, c'est refuser la question du sens et des finalités, du sens du travail et des finalités de l'entreprise⁴.

Se concentrer sur les aspects strictement fonctionnels, c'est risquer d'oblitérer les causes et les effets qui, sur un plan social et politique, sont pourtant à l'origine des phénomènes dont on s'occupe. C'est donc risquer d'assimiler d'une manière acritique des notions telles que marché, concurrence, compétitivité, flexibilité, considérées d'emblée comme des données naturelles, factuelles, exogènes, élémentaires, originelles, donc indiscutables et étrangères à l'idée même que l'on puisse s'interroger sur leur provenance. On oublie, on ne conçoit plus l'idée qu'elles voilent des rapports de production, des relations de forces, des rapports entre groupes sociaux porteurs d'intérêts différents ou conflictuels, des rapports de classes.

Par ailleurs, cela ne concerne pas que les cours techniques. Prenons l'exemple d'un cours de civilisation, comme celui que je dispense en troisième année de Licence, sur le système industriel italien. Dans le cadre de l'analyse des entreprises italiennes, majoritairement de taille petite et moyenne, j'ai l'habitude de soumettre à mes étudiants le texte suivant, extrait du site de l'ISTAT, équivalent transalpin de l'INSEE en France :

---

4. J. Le Mouël, *Critique de l'efficacité*, Paris, Le Seuil, 1991, p. 31-34.

*Secondo alcuni studiosi una ridotta dimensione media d'impresa può costituire un freno alla competitività dell'intero sistema produttivo. Secondo altri esperti, invece, i vincoli dimensionali costituiscono un ostacolo solo se uniti ad altri fattori di contesto, quali i freni alla concorrenza oppure la debolezza delle reti infrastrutturali*⁵.

Ce texte suggère que tout obstacle au libre jeu de la concurrence peut nuire à la compétitivité du système industriel national. La concurrence, non entravée par quelque mesure réglementaire que ce soit, serait par conséquent une condition favorable au bien-être économique d'un pays, et par là même souhaitable. Notons au passage que cette idée semble ici difficilement contestable car, nous dit-on, elle reflète l'opinion d'hommes de science et d'experts (l'économie étant d'ailleurs considérée comme un domaine qui leur est réservé). De surcroît, elle est diffusée par l'ISTAT, institution préposée à la publication de données statistiques – considérées, en tant que telles, comme neutres et inattaquables. Rien n'est pourtant moins neutre, moins scientifique, moins inattaquable. La concurrence libre et non faussée est loin de faire l'unanimité en tant que condition du bien-être économique et social : faut-il encore rappeler les effets pervers de l'expansion des grandes multinationales, en termes de répartition inéquitable de l'effort contributif et fiscal, de pouvoir d'influence sur les décideurs politiques, de potentiel de pollution de la planète ?

Derrière l'écran de la technicité

L'exemple exposé ci-dessus est assez banal, simpliste même. Il illustre néanmoins les pièges que sous-tend la vulgate dominante, reproduite par des institutions (écoles, universités, centres de recherche) parées d'une aura scientifique qui les mettrait à l'abri de tout soupçon d'influence idéologique.

Ces biais sont pourtant monnaie courante dans l'économie et la gestion. Ils leur sont même consubstantiels, alors que ces disciplines se veulent neutres et exemptes de toute influence idéologique, leur technicité étant la garantie présumée de leur pureté scientifique. Ce n'est d'ailleurs pas par hasard si, dans le monde anglophone, les études d'économie politique sont dénommées *economics*, ce terme les rapprochant davantage des sciences formelles et de la nature : *mathematics, statistics, physics*. Dans tout manuel d'économie qui se respecte, l'étudiant apprend que l'approche de l'économiste doit être essentiellement et tout d'abord « positive », c'est-à-dire descriptive. Avant d'adopter une posture normative, de se livrer à des jugements de valeur et d'exprimer son avis sur ce qui serait

---

5. <http://noi-italia.istat.it/> (consulté le 24/12/2019).

souhaitable (par exemple : il conviendrait de soumettre les hauts revenus à une pression fiscale plus importante pour mieux financer les services publics), l'économiste se doit de décrire ce qu'il observe, tel un biologiste face à un phénomène naturel (par exemple : une hausse des prix de X % réduit le pouvoir d'achat de Y %). Mais, contrairement à cette approche prétendument aseptisée, les *economics* ne sont pas immunes du poids de l'idéologie, loin de là. Les études d'économie – et *a fortiori* de gestion – ne sont qu'une « rationalisation *a posteriori* »⁶ de l'existant, une théorisation de l'organisation socio-économique dominante, qui en Europe (et ailleurs) est celle du mode de production capitaliste :

On enseigne dans les universités une discipline curieuse appelée économie « pure » ou « économique ». Économique, comme on dit physique. Mais alors que la démarche scientifique se développe en partant de la réalité, l'économique, pour ses intégristes, se construit à partir d'une position de principe qui lui tourne le dos : elle imagine la société réduite à la somme des individus qui la composent. Elle choisit ainsi d'ignorer que la société réelle est une construction infiniment plus complexe, dans laquelle s'affrontent groupes sociaux, nations, États, grandes firmes, projets de société, forces politiques, religieuses et idéologiques, etc.⁷

Marché, concurrence, profit : ces notions nous sont présentées comme des principes indiscutables, reflets d'une réalité qui serait déjà là et aurait toujours été là. Des lois naturelles. Un voile opaque masque ainsi les frictions des rapports sociaux – de forces, de classes – sous-jacents au marché et au profit. Rien n'est dit du rapport essentiel entre le binôme marché / profit et le régime de propriété privée des moyens de production. Rien n'est dit de l'origine éminemment politique du mode de production capitaliste – ou de l'économie de marché, comme on préfère le désigner communément. Rien n'est dit de la possibilité, ne serait-ce que théorique, d'organiser à la fois la production et la répartition de la richesse qui en résulte (le fruit du travail social) dans un régime de propriété collective des moyens de production. Dans ce cas, il n'y aurait plus d'échanges marchands, ni de profit, ni de travail salarié, dont l'extraction d'une survaleur est précisément l'origine du profit. Rien n'est dit, en somme, de la construction politique qu'est le marché. Une construction qui a été bâtie et qui fait l'objet de travaux de consolidation incessants. Une construction qui n'était pas déjà là, qui n'a pas toujours été là. Une construction qui pourrait donc être restructurée, voire entièrement démolie.

6. O. Martínez, *Neoliberalismo en crisis*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1999, p. 32.

7. S. Amin, « L'économie "pure", nouvelle sorcellerie », *Le Monde diplomatique*, août 1997, p. 16.

Enseignement et recherche : activités ontologiquement politiques

Si je m'autorise à aborder ces problématiques dans une perspective aussi critique, c'est justement parce que j'ai fait toutes mes études universitaires dans une faculté d'économie et gestion. Il m'aura pourtant fallu longtemps pour détecter la nature fallacieuse du discours économico-gestionnaire conventionnel et pour comprendre que la neutralité associée à sa prétendue scientificité n'est qu'apparente. Il aura fallu que le département LEA de l'Université Paris Nanterre (jadis Paris X), à la recherche d'un « économiste », me recrute et m'offre la chance de revoir mes idées de fond en comble, grâce à l'interaction avec mes étudiants et à tous les questionnements induits par mon activité de recherche.

Mon activité pédagogique m'a ainsi coiffé, depuis une vingtaine d'années, d'une double casquette. Je dispense, d'une part, des cours d'italien (civilisation, langue, terminologie économique, traduction) et, d'autre part, des cours de gestion destinés à tous les étudiants LEA (introduction à l'économie d'entreprise, marketing, stratégies des multinationales)⁸. Tous ces cours proposent une clé de lecture qui incite les étudiants à effectuer un exercice de va-et-vient entre l'exposition canonique des notions économico-gestionnaires et une vision critique des principes qu'elles véhiculent. Pour ce faire, je mobilise systématiquement les catégories analytiques marxiennes. En toute transparence, en assumant pleinement mon choix et, surtout, en expliquant aux étudiants que mon but n'est pas de les persuader du bien-fondé de mes positions, ni de les pousser à les partager pour réussir leur examen, bien évidemment. Mon objectif est de leur montrer que les enseignements « techniques » de marketing ou d'économie ne sont pas moins idéologiques qu'un cours explicitement « orienté ». Au contraire, l'écran de leur technicité cache subrepticement les présupposés de leurs narrations et les déductions prétendument logiques que celles-ci suggèrent.

Tout comme dans mes publications (cet article en est un exemple), je m'applique à faire émerger la nature ontologiquement politique de ces matières et, d'une façon plus générale, de l'enseignement et de la recherche en tant qu'activités inscrites dans une structure institutionnelle. L'anthropologue Patrick Gaboriau l'explique très bien dans un beau livre intitulé *Le chercheur et la politique* :

La politique n'est pas un élément qui s'ajoute ou non à une recherche en sciences sociales, et ferait basculer les résultats d'une recherche de l'objectivité à la thèse partisane. Elle n'est pas ce « petit plus » dont on pourrait se

---

8. De même que le droit, l'économie et la communication, il s'agit de matières dites « d'application », enseignées à Nanterre en français dans des amphis, sous la forme de cours magistraux.

dispenser, qui ferait virer le résultat escompté de l'« objectivité » au « parti pris », ou de la rigueur à la polémique. Elle n'est pas un élément superflu ou encore cet ajout superfétatoire du militant, simple piment aux éléments, ou emportement partisan [...] ⁹.

L'auteur se réfère essentiellement à la recherche, mais son raisonnement peut – et à mon sens devrait – être appliqué aussi à l'enseignement. L'interprétation des sujets exposés dans un cours ou dans une publication est influencée par le cadre social où ces activités s'exercent ; inversement, celles-ci contribuent à la construction des idées dont la superstructure sociale est imprégnée, avec un effet rétroactif sur les rapports de force propres à l'infrastructure économique ¹⁰. Le choix même de ces sujets relève, consciemment ou inconsciemment, de la vision des choses que chacun se construit. Il conviendrait donc de mener toujours un travail de réflexion sur ce que Gaboriau appelle les « raisons du raisonnement », un travail consistant à porter un regard réflexif sur soi-même dans le processus de la connaissance :

Autrement dit la question : « Qu'est-ce qui me conduit (chercheur individuel, inscrit dans un corps de métier reconnu et des formations culturelles) à concevoir les “faits” comme je les construis ? », doit être inscrite dans le processus même de la recherche, comme une question sur la question qui constitue l'axe problématique de la recherche. D'où le double travail nécessaire : celui de l'objectivation de la subjectivité et celui de la conscience [...]. Dans l'élaboration objectivante, il ne s'agit ni de nier ni de contrôler la subjectivité : il convient de l'articuler comme un des éléments de la problématique ¹¹.

Il s'agit, en somme, de prendre conscience du fait que l'échafaudage théorique des disciplines que l'on enseigne peut occulter l'appui plus ou

9. P. Gaboriau, *Le chercheur et la politique*, Montreuil, Aux lieux d'être, 2008, p. 71.

10. Les notions d'infrastructure et de superstructure sont employées ici dans leur acception marxienne. L'infrastructure se réfère aux rapports de production constituant les fondations d'un mode de production, reflétant les rapports de force entre les agents économiques. Par exemple, les rapports de travail salarié propres au mode de production capitaliste, avec leurs variantes actuelles de travail formellement autonome, mais *de facto* dépendant (cf. les auto-entrepreneurs). Sur ces bases est bâti tout le système des idées dominantes et des institutions sociales (gouvernements, administrations publiques, ordre juridique, forces de l'ordre, organismes judiciaires, écoles et universités avec leurs programmes éducatifs, etc.), dans un contexte spatio-temporel donné. Si la superstructure émane en quelque sorte des rapports économiques sous-jacents, elle produit un effet rétroactif sur ces derniers, son rôle étant justement de conforter et consolider la position de force de la classe économique dominante.

11. P. Gaboriau, *Le chercheur et la politique*, p. 100.

moins conscient à une idéologie et à l'appareil politique auquel cette idéologie sert de fondation. En tant que tels, l'enseignant et le chercheur ne sont pas au-dessus de la mêlée, leur activité les plongeant de par sa nature dans la trame des rapports sociaux qui génèrent les idées, les valeurs, les visions du monde, les projets de société. Voilà pourquoi Gaboriau affirme à juste titre que son livre aurait dû s'intituler *Le chercheur dans la politique*, pour écarter l'idée que la recherche et la politique seraient deux sphères adjacentes, alors que la première est par elle-même politique, participe de la politique et se dit dans la politique. Il en va de même pour l'enseignement. D'où le titre que j'ai choisi, en m'inspirant clairement de la réflexion de ce chercheur.

Reconnaître la dimension politique de l'enseignement, c'est percevoir les biais idéologiques du discours que nous tenons dans nos cours et identifier en même temps la charge idéologique de nos propres idées. C'est donc préserver l'Université en tant qu'institution préposée non pas à la reproduction des idées dominantes, telle une simple caisse de résonance, mais à la construction d'une pensée dialectique. Comme l'école, et probablement davantage, l'Université est l'architrave du dispositif voué à cultiver les esprits. C'est précisément pourquoi la logique néolibérale, qui traverse la société depuis quatre décennies, exerce des pressions considérables pour la soumettre au même processus de « marchandisation » et de « marchandisation » qui a déjà affecté d'autres secteurs de la vie collective, comme la santé publique et le travail social.

Prendre conscience des reflets idéologiques de l'enseignement et de la recherche, c'est participer sereinement au processus politique propre à ces métiers et consolider la mission émancipatrice qui devrait être la leur.

Luca MARSI

Université Paris Nanterre